
3.5.2. Préservation des ressources

3.5.2.1. Croissance bleue

A. Finalités et enjeux :

La stratégie «Croissance bleue» est une stratégie à long terme visant à soutenir la croissance durable dans les secteurs maritimes dans leur ensemble (littoral et espaces marins). Elle reconnaît que les mers et les océans sont des moteurs de l'économie qui offrent aujourd'hui un potentiel considérable en matière d'innovation et de croissance.

En outre, cette stratégie se compose des trois volets suivants : des mesures spécifiques de politique maritime intégrée (connaissance du milieu marin, aménagement des espaces et surveillance) ; des stratégies par bassin maritime et des approches ciblées d'activités spécifiques (pêche-aquaculture, tourisme, biotechnologie, énergie marine, exploration des fonds marins...).

Plusieurs démarches générales sont actuellement menées dans le bassin maritime océan indien, comme le projet régional Océan Métiss par exemple. Le conseil maritime ultramarin sud océan indien, constitué depuis quelques années, a vocation à être l'instance de coordination de l'ensemble des initiatives qui pourraient être soutenues au titre de la croissance bleue.

B. Présentation technique :

Le fonctionnement du comité maritime ultramarin du bassin sud océan indien est en cohérence avec les actions qui entrent dans cette mesure. Les crédits affectés au titre de cette mesure serviront à assurer le fonctionnement du comité ultra marin, notamment pour le travail de mise en forme des actions, de leur évaluation, et des opérations de consultation du public.

Il s'agit également d'accompagner les porteurs de projets, qui sont à l'initiative d'actions, de sensibilisation, de formation et de prise de connaissance des potentiels de développement, tous secteurs confondus liés à la croissance bleue.

La subvention accordée à un porteur de projet sera calculée en fonction de la capacité financière de celui-ci. Elle ne pourra pas dépasser 80% des dépenses HT engagées et justifiées par le maître d'ouvrage et calculées à partir du montant engagé et justifié. Pour les projets collectifs d'investissements portés par des structures publiques le taux de subvention pourrait être portée à 100 % en conformité avec le décret 514/2018.

Cette mesure soutient 2 types d'actions éligibles :

- **Soutien aux études et à l'évaluation :**
- **Soutien aux démarches de concertation, de sensibilisation et de formation avec la population et les acteurs locaux :**

Les types de dépenses subventionnables sont : les outils de communication, le recours à des prestations d'études ou de conseil dans le domaine de la communication, de la formation et de l'information, les frais de personnel et d'investissements nécessaires à la réalisation de ces actions.

Partenaires financiers : Collectivités territoriales

Maîtres d'ouvrages : Etat, établissements publics, collectivités territoriales, associations, entreprises privées, organisation de pêcheurs

L'Etat pourra être maître d'ouvrage d'opérations destinées à une meilleure connaissance et appropriation par les acteurs locaux de la thématique de la croissance bleue – sud océan indien.

C. Présentation financière présentée en million d'euros :

	CCT ETAT	CCT REGION	AUTRES	EU	TOTAL FINANCE
Hors fonds européens	0.800		1.500		2.300

Origine des crédits :

- **Etat : BOP 123**

La Région n'a pas identifié d'enveloppe spécifique pour cette action mais pourra intervenir dans le cadre de ces dispositifs.

Calendrier de réalisation: La mobilisation financière sera régulière au cours de la période 2019-2022, soit un engagement annuel des crédits Etat de 0,200 M€

Critères de sélection des opérations: contribution à la réalisation des objectifs définis par le conseil maritime ultramarin

Prise en compte du référentiel éco-conditionnalité - version 12/11/2014 :

Indicateur d'éco-conditionnalité : En référence à l'évaluation stratégique environnementale, pas d'impact environnemental négatif identifié.

D. Evaluation :

Il est convenu, lorsque les actions ou mesures sont cofinancées par des crédits européens que les indicateurs utilisés pour rendre compte auprès de la commission, ce soit les indicateurs utilisés pour le suivi et la réalisation du CCT.

- Indicateurs de réalisation : Nombre d'opérations soutenues
- Indicateurs de résultats : Nombre de participants.

E. Services référents :

Etat : **SGAR / DMSOI** conseil régional :